

**Point de presse de la porte-parole -  
Santé/Entretien de M. Jean-Yves Le  
Drian avec M. Tedros Adhanom  
Ghebreyesus, directeur général de  
l'organisation mondiale de la santé -  
Nations unies/Syrie/Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian avec M. Staffan  
de Mistura - Tourisme/Déplacement  
de M. Jean-Yves Le Drian à  
Marseille - Afghanistan -  
République centrafricaine/Situation  
sécuritaire - République  
démocratique du Congo/Droits de  
l'Homme - Russie  
(Paris, 23 août 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Santé - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'organisation mondiale de la santé (Paris, 23 août 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit aujourd'hui M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, nouveau directeur général de l'OMS élu par les 194 États membres en mai 2017 lors de la 70ème Assemblée mondiale de la santé.

Lors de cet entretien, MM. Jean-Yves Le Drian et Adhanom Ghebreyesus évoqueront les grands défis en matière de santé mondiale : amélioration de l'accès aux soins et aux systèmes de santé, réponse aux urgences sanitaires ou encore développement de l'offre en matière de santé sexuelle et reproductive.

La France appuie pleinement l'action de l'OMS, notamment dans les priorités suivantes : promotion de la couverture santé universelle afin de garantir un meilleur accès aux soins pour les populations; soutien à la constitution de systèmes de santé plus robustes ; renforcement des capacités de préparation et de réponse aux urgences pour faire face aux crises sanitaires. Dans ces trois domaines, la France joue un rôle moteur depuis plusieurs années.

Condition et outil du développement humain et économique, la santé mondiale est une priorité de l'action internationale de la France qui y consacre près de 800 millions d'euros par an. La France est le quatrième contributeur au budget ordinaire de l'OMS, à hauteur de 24,8 millions

d'euros en 2017.

## 2 - Nations unies - Syrie - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Staffan de Mistura (Paris, 23 août 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, recevra le 23 août M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie.

MM. Le Drian et de Mistura feront le point sur la situation en Syrie, en particulier sur les négociations menées à Genève sous l'égide des Nations unies. Ils aborderont également la situation sur le terrain, en premier lieu l'état d'avancement des discussions sur les zones de désescalade ainsi que la situation humanitaire et les moyens d'assurer un accès humanitaire sûr, complet, immédiat et sans entrave.

La France propose la mise en place d'un groupe de contact, en appui à la médiation de M. de Mistura auquel nous réitérons notre plein soutien. Elle reste pleinement engagée pour lutter contre le terrorisme, obtenir un cessez-le-feu, répondre à l'urgence humanitaire et mettre en oeuvre une transition politique négociée, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et au communiqué de Genève.

## 3 - Tourisme - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian à Marseille (24 août 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera à Marseille le 24 août un déplacement consacré à la filière du tourisme. Il sera accueilli par M. Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Mme Martine Vassal, présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi que des parlementaires.

M. Jean-Yves Le Drian y présidera une réunion de travail sur les croisières en présence des professionnels du secteur et visitera les infrastructures du grand port maritime de Marseille.

À la demande du Quai d'Orsay, un rapport dédié aux croisières a été établi en 2015 par M. Jacques Maillot, fondateur de Nouvelles frontières («comment faire de la France l'une des premières destinations mondiales de croisières ?»). La table ronde sera l'occasion de faire le point sur l'avancement des vingt propositions de ce rapport pour améliorer l'offre de croisière française.

Le développement du secteur des croisières est un enjeu d'attractivité majeur pour la destination France. Il y a eu 24,7 millions de croisiéristes en 2016 à travers le monde et les dépenses directes générées par l'industrie des croisières représentent près de 17 milliards d'euros en Europe. Seconde façade maritime mondiale, grâce notamment aux territoires d'outre-mer, la France offre 32 destinations et 95 escales sur son territoire et la contribution directe à l'économie française générée par le secteur s'élève à 1,2 milliard d'euros en 2015.

Marseille Provence occupe la première place sur le marché français (1,6 million de passagers et 490 escales en 2016, soit plus de 149.000 passagers de plus qu'en 2015). La ville a l'ambition de se hisser aux trois premières places des ports de croisière en Méditerranée.

M. Le Drian se rendra également au fort Saint-Jean, puis au musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), symboles de l'attractivité touristique de la ville. Le MuCEM figure parmi les 50 musées les plus visités au monde et a accueilli plus de 7 millions de visiteurs depuis son ouverture en 2013.

#### 4 - Afghanistan (23 août 2017)

Le président Trump a fait part, le 21 août, de la décision des États-Unis de maintenir la présence de soldats américains en Afghanistan, afin de soutenir les efforts de stabilisation des autorités afghanes, confrontées à l'offensive des Talibans et aux attentats terroristes

La France mesure l'importance de cet engagement et reste résolument engagée dans la lutte internationale contre le terrorisme. Il constitue, en Afghanistan comme au Levant et au Sahel, une menace pour la sécurité internationale. Nous partageons la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre ce fléau et saluons toute décision qui contribue à cet objectif.

La France partage la conviction que cet effort doit être appuyé par l'ensemble des pays de la région, et qu'aucun d'entre eux ne doit servir de sanctuaire aux mouvements qui combattent les autorités légitimes. À moyen terme, la stabilisation de l'Afghanistan passera par une solution politique négociée. La France souhaite que le processus de paix puisse être mené par les acteurs afghans avec le soutien de la communauté internationale.

#### 5 - République centrafricaine - Situation sécuritaire (23 août 2017)

La France suit avec une grande attention la situation en République centrafricaine, en étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux.

Nous sommes préoccupés par la recrudescence des violences perpétrées contre les civils par les groupes armés, notamment des enfants. Les atrocités commises rappellent la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre effective du désarmement. Nous appelons à cet égard à la mise en oeuvre urgente de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la région. Il est urgent de mettre un terme aux exactions et de faire cesser les appels à la haine pour enrayer l'escalade de la violence dans le pays.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA et ses contingents pour la stabilisation de la RCA et la protection des populations civiles. La France soutient le renforcement des moyens de la MINUSCA au sein de laquelle elle a déployé une unité de sept

drones.

Nous soutenons également le processus de montée en puissance de l'armée centrafricaine, avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle nous contribuons activement.

La France réitère son plein soutien au président Touadéra et aux autorités centrafricaines. Nous encourageons l'ensemble des acteurs centrafricains à agir dans un esprit d'unité et de réconciliation nationale.

La France appelle enfin l'ensemble des partenaires de la RCA à rester engagés auprès des autorités centrafricaines et en soutien à la MINUSCA.

## 6 - République démocratique du Congo - Droits de l'Homme (23 août 2017)

La France réitère sa vive préoccupation face à la dégradation de la situation des droits de l'Homme en République démocratique du Congo, notamment dans la région des Kasai.

Nous rappelons que la France a condamné les actes de violence observés dans cette région et a demandé que toute la lumière soit faite sur les graves violations des droits de l'Homme qui ont été commises, afin que leurs responsables, quels qu'ils soient, en répondent devant la justice.

Nous appelons les autorités congolaises à coopérer pleinement avec les experts internationaux nommés par le Haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies pour enquêter sur les violations des droits de l'Homme dans la région des Kasai en coopération avec la RDC, en application de la résolution adoptée en juin par le conseil des droits de l'Homme.

Concernant le meurtre en mars des deux experts des Nations unies, Zaida Catalan et Michael Sharp, la France réitère son appel à ce que toute la lumière soit faite sur ce crime, ainsi que sur la disparition de leurs accompagnateurs congolais, afin que les responsables soient identifiés et traduits devant la justice. Suite aux recommandations du groupe d'enquête interne des Nations unies, la France est favorable à ce que le secrétaire général des Nations unies mette en place rapidement un mécanisme spécial d'enquête, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises dans le passé dans d'autres occasions.

## 7 - Russie

Q - Quelle est votre réaction à la suite de l'arrestation de Kirill Serebrennikov en Russie ?

R - La France note avec inquiétude l'arrestation hier du metteur en scène russe Kirill Serebrennikov, directeur artistique du centre Gogol et figure importante de la coopération culturelle entre nos deux pays depuis plusieurs années.

La France sera attentive au développement de cette affaire, dont elle souhaite un dénouement rapide et dans le respect des règles de l'État de droit./.